

[Texte]

The Alberta government bought PWA many years ago, I believe with a special warrant, by analogy. When the legislature sits in Alberta, I understand the special warrants flow like water. Again, as the Auditor General of Canada, do you have any comment on the general problem Mr. Crawford is trying to deal with, or do you feel that is all out of your area?

Mr. Thompson: What is legitimately in our area is whether the authority that Parliament has granted, given it has done so in a legitimate way, has been complied with. We certainly look to that every year, and if there are warrants used in the year we want to be darned sure whether or not the warrants have been used as designed and as provided in the law. Having done that, Mr. Kilgour, I think our responsibility should end.

Mr. Kilgour: Okay. I have a couple of questions for Mr. Cappe.

You are probably aware, are you, Mr. Cappe—and if not, tell me—that four government members at least spoke against this bill: Mr. Della Noce, Mr. Kempling, Mr. Corbett, and Mr. Domm.

Mr. Cappe: I was not aware of it.

Mr. Kilgour: You were not aware of that?

Mr. Cappe: I had read part of the debate in the House, but I was not aware of how many members had spoken.

Mr. Kilgour: Would it be fair to say that someone from your department might have had conversations with these members before they spoke?

Mr. Cappe: I would really like to say that I would not want to comment, but the fact is the answer is no, so I may as well say no.

Mr. Kilgour: Did nobody from the Treasury Board talk to any of these government members before they could speak?

Mr. Cappe: Nobody that I am aware of.

Mr. Kilgour: You have a parliamentary liaison person, do you not?

Mr. Cappe: Perhaps somebody did, but it was certainly not anybody in my office or any of my staff.

Mr. Kilgour: Anybody who gets paid by Treasury Board?

Mr. Cappe: I honestly do not know.

Mr. Kilgour: All right. How many people work for Treasury Board now?

Mr. Soetens: Are you suggesting that members of Parliament cannot speak on an issue that is important to them in private members' business?

Mr. Kilgour: No, I am suggesting that government members of Parliament—because I have participated in it myself—get handed—

Mr. Soetens: This is a private member's bill. Surely you are not suggesting that individual members of Parliament are standing up during private members' business and espousing government philosophy.

[Traduction]

Lorsque le gouvernement de l'Alberta a acheté PWA il y a plusieurs années, c'était par voie de mandat spécial je crois, c'est une analogie. Je crois savoir que lorsque l'assemblée siège en Alberta, les mandats spéciaux sont monnaie courante. Encore une fois, en tant que vérificateur général du Canada, avez-vous des observations à faire sur le problème général que M. Crawford essaie de maîtriser, ou estimez-vous que cela ne relève pas du tout de votre compétence?

M. Thompson: Ce qui est légitimement de ma compétence, c'est de savoir si l'on s'est conformé à l'autorité que le Parlement a accordée, partant du principe qu'elle a été accordée d'une façon légitime. C'est une question que nous examinons certainement chaque année, et si des mandats ont été émis au cours de l'année, nous faisons tout en notre pouvoir pour nous assurer que les mandats ont été utilisés dans le respect de la loi. Ayant fait cela, monsieur Kilgour, je crois que notre responsabilité s'arrête là.

M. Kilgour: Bien. J'ai quelques questions pour M. Cappe.

Vous savez probablement, n'est-ce pas, monsieur Cappe—et si vous ne le savez pas, dites-le-moi—que quatre députés du gouvernement au moins se sont prononcés contre ce projet de loi: M. Della Noce, M. Kempling, M. Corbett et M. Domm.

M. Cappe: Je ne le savais pas.

M. Kilgour: Vous ne saviez pas cela?

M. Cappe: J'ai lu une partie du compte rendu du débat en Chambre, mais je ne savais pas combien de députés s'étaient prononcés contre.

M. Kilgour: Est-il exact de dire que quelqu'un de votre service se serait entretenu avec ces députés avant qu'ils ne prennent la parole?

M. Cappe: Je préférerais répondre que je n'ai pas de commentaire à faire à ce sujet, mais le fait est que la réponse est non, alors si bien dire non.

M. Kilgour: Alors, personne du Conseil du Trésor n'a parlé à ces députés du gouvernement avant qu'ils ne prennent la parole?

M. Cappe: Personne, à ce que je sache.

M. Kilgour: N'avez-vous pas un agent responsable de la liaison parlementaire?

M. Cappe: Il y a peut-être quelqu'un qui se charge de cela, mais ce n'est certainement personne de mon bureau ou de mon personnel.

M. Kilgour: Une personne qui serait rémunérée par le Conseil du Trésor?

M. Cappe: Honnêtement, je n'en ai pas la moindre idée.

M. Kilgour: Très bien. Combien de personnes travaillent pour le Conseil du Trésor maintenant?

M. Soetens: Êtes-vous en train de dire que les députés ne peuvent pas se prononcer sur une question qu'ils jugent importante dans la période consacrée aux affaires émanant des députés?

M. Kilgour: Non, je dis qu'on remet aux députés du gouvernement—parce que je l'ai vu faire moi-même—...

M. Soetens: Il s'agit d'un projet de loi d'initiative parlementaire. Vous ne voulez certainement pas dire que les députés prennent la parole durant la période consacrée aux affaires émanant des députés pour défendre la politique du gouvernement.